

Si un nombre insuffisant de demandes au sein des accents d'investissement obtient le score minimum pour utiliser la totalité du budget, la partie non utilisée du budget devient disponible en dehors des accents.

Art. 7. La subvention maximale par demande, visée à l'article 7, alinéa 2, 2°, de l'arrêté du 24 avril 2015, est de 200.000 euros.

Par dérogation au premier alinéa, la subvention minimale visée à l'article 7, deuxième alinéa, 2°, de l'arrêté précité, est de 300.000 euros, si la demande est soumise par un candidat-bénéficiaire, comme visé à l'article 6, premier alinéa, 2°, de l'arrêté précité.

La dépense d'investissement minimale par demande, visée à l'article 7, alinéa 2, 2°, de l'arrêté précité, s'élève à 25.000 euros.

Art. 8. Les dépenses visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du 24 avril 2015, comprennent au maximum 20 % des dépenses totales, visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté précité.

Art. 9. Le demandeur joint à sa demande de paiement, visée à l'article 7, alinéa 2, 4°, a) de l'arrêté du 24 avril 2015, les documents suivants via le guichet électronique:

1° une comptabilité et une administration de projet distinctes, tenues à jour pendant toute la durée du projet;

2° une déclaration par laquelle le demandeur accepte sur simple demande de l'entité compétente d'apporter sa collaboration à des études d'évaluation;

3° un rapport final de 3 à 5 pages présentant les résultats du projet.

Art. 10. La commission d'évaluation, visée à l'article 9, troisième alinéa, de l'arrêté du 24 avril 2015, est composée par le chef de l'entité compétente et se compose par d'experts du domaine politique de l'Agriculture et de la Pêche, visé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 2005 concernant l'organisation de l'administration flamande.

La commission d'évaluation attribue des scores aux différents critères de sélection et fixe le score minimal. Seuls les projets ayant obtenu le score minimal, sont éligibles à l'aide.

Bruxelles, 21 décembre 2018.

La Ministre flamande d' l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/15712]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'urgence

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 4, 37, 51, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, 52, 53, § 1^{er}, 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence ;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 162-08 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018 ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis n° 63.991/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Considérant que les services résidentiels d'urgence peuvent être mandatés par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou par le directeur de la protection de la jeunesse en vertu de l'article 35, § 4, ou de l'article 53, § 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Considérant que dans le cadre de la procédure urgente prévue aux articles 37 et 52 du décret précité, à défaut de mise en œuvre de l'aide volontaire par le conseiller de l'aide à la jeunesse, le tribunal de la jeunesse désigne lui-même le service résidentiel dans lequel l'enfant doit être hébergé mais qu'en vertu de l'article 37, § 1^{er}, alinéa 3, et de l'article 53 du décret, c'est le directeur de la protection de la jeunesse, en principe, qui exécute la décision du tribunal et qui peut modifier le lieu d'hébergement de l'enfant et que c'est donc lui qui constitue l'autorité mandante à laquelle le service doit remettre son rapport ;

Considérant qu'à Bruxelles, les services agréés sont mandatés directement par le tribunal de la jeunesse pour la prise en charge d'enfants en danger en vertu de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse et que, dans ces hypothèses, le service mandaté rend son rapport au tribunal de la jeunesse, s'agissant de l'autorité mandante ;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'urgence, dans le cadre de la prise en charge des enfants en difficulté et en danger visés aux articles 20 et 38 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° service : le service résidentiel d'urgence ;

2° nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément ;

3° arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

CHAPITRE 2. — *Missions et conditions particulières d'agrément*

Art. 3. Le service résidentiel d'urgence a pour mission :

1° d'organiser un accueil collectif d'au moins 7 enfants qui nécessitent une aide urgente consistant en un hébergement en dehors de leur milieu de vie ;

2° de réaliser des missions d'observation, d'investigation et d'aide à l'orientation pour l'enfant et sa famille.

La prise en charge débute dès l'acceptation du mandat par le service.

Lorsque le service prend en charge un enfant déjà pris en charge ou en voie de l'être par un autre service agréé, il élabore un projet d'aide en collaboration avec ce service.

Art. 4. § 1^{er}. Le mandat précise l'identité de l'enfant, la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

La durée du mandat est de maximum 20 jours, renouvelable une fois.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant.

§ 2. Le service peut, par décision motivée, refuser l'accueil d'un enfant, lorsque ce dernier a fait l'objet d'un accueil, durant les 20 jours qui précèdent la date du mandat, dans un autre service résidentiel d'urgence.

§ 3. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante, dans le délai déterminé par celle-ci et en tous les cas le jour qui précède la fin du mandat ou du renouvellement.

Ce rapport contient une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée.

CHAPITRE 3. — *Subventionnement*

Section 1^{re}. — Subventions pour frais de personnel

Art. 5. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 1 éducateur pour le service et 1 éducateur par mandat agréé ;

2° 0,5 psycho-social ;

3° 0,5 administratif ;

4° 2 techniques ;

5° 1 directeur barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 6. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service à concurrence de 7.184 € par mandat agréé.

CHAPITRE 4. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence, modifié par les arrêtés du 8 novembre 2001, 24 mars 2003, 17 juin 2004 et 25 mai 2007, est abrogé.

Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

Les services visés à l'alinéa 2 se conforment aux conditions particulières du présent arrêté pour le 31 décembre 2019 au plus tard.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 9. Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/15712]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dringende residentiële diensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20 ;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikelen 35, § 4, 37, 51, eerste lid, 1^o en 2^o, 52, 53, § 1, 143 en 149 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang;

Gelet op de « gendertest » van 14 maart 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies nr. 162-08 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op juni 2018 ;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2018 ;

Gelet op het advies nr. 63.991/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de dringende residentiële diensten gemandateerd kunnen worden door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of door de directeur voor de jeugdbescherming overeenkomstig artikel 35, § 4, of artikel 53, § 1, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ;

Overwegende dat in het kader van de dringende procedure bedoeld in de artikelen 37 en 52 van het bovenvermelde decreet, bij gebrek aan de uitvoering van de vrijwillige hulpverlening door de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, stelt de jeugdrechtbank zelf de residentiële dienst aan waarin het kind moet verblijven maar overeenkomstig artikel 37, § 1, derde lid en artikel 53 van het decreet is het de directeur voor de jeugdbescherming, in principe, die de beslissing van de rechtbank uitvoert en die de verblijfplaats van het kind mag wijzigen. Hij is dus de opdrachtgevende overheid aan wie de dienst zijn verslag moet uitbrengen;

Overwegende dat in Brussel, de erkende diensten rechtstreeks door de jeugdrechtbank gemandateerd worden voor de begeleiding van kinderen in gevaar krachtens de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren en het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake hulpverlening aan de jeugd en dat, in deze gevallen, de opdrachtdienst zijn verslag uitbrengt aan de jeugdrechtbank aangezien het om de opdrachtgevende overheid gaat ;

Overwegende dat de tussenkomende personen van de diensten betrokken bij dit besluit voor de geheimhouding instaan, overeenkomstig artikel 157 van het bovenvermelde decreet ;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit besluit heeft als opdracht de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan dringende residentiële diensten te bepalen in het kader van de begeleiding van kinderen in moeilijkheden en in gevaar bedoeld in de artikelen 20 en 38 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° dienst : de dringende residentiële dienst ;

2° aantal erkende mandaten : het aantal mandaten die de dienst gelijktijdig op zich kan nemen in overeenstemming met zijn erkenning ;

3° besluit van 5 december 2018 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten en bijzondere voorwaarden voor de erkenning.*

Art. 3. De dringende residentiële dienst heeft als opdracht :

1° een collectieve opvang van ten minste 7 kinderen te organiseren die dringend hulp nodig hebben die bestaat in een verblijf buiten hun leefmilieu ;

2° opdrachten van observatie, onderzoek en oriëntatiehulpverlening te ontwikkelen voor het kind en zijn gezin.

De opname begint bij de aanvaarding van het mandaat door de dienst.

Wanneer de dienst een kind opneemt dat al opgenomen is of op weg is om opgenomen te worden door een andere erkende dienst, ontwikkelt hij een hulpverleningsproject in samenwerking met deze dienst.

Art. 4. § 1. Het mandaat bepaalt de identiteit van het kind, de opdracht toevertrouwd aan de dienst, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doeleinden, de motieven en de duur ervan.

Het mandaat duurt hoogstens 20 dagen en wordt een keer hernieuwbaar.

Een mandaat mag slechts één kind betreffen.

§ 2. De dienst kan, bij gemotiveerde beslissing, de opvang van een kind weigeren indien het kind gedurende 20 dagen voorafgaand aan de datum van het mandaat in een andere dringende residentiële dienst werd opgenomen

§ 3. De dienst stuurt een verslag aan de opdrachtgevende overheid binnen de door haar bepaalde termijn en in elk geval de dag vóór het einde van het mandaat of van de hernieuwing.

Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de verleende hulp.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring*

Afdeling 1 — Subsidies voor personeelskosten.

Art. 5. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° 1 opvoeder voor de dienst en 1 opvoeder per erkend mandaat ;

2° 0,5 psycho-sociaal personeel ;

3° 0,5 administratief personeel ;

4° 2 technische personeelsleden ;

5° 1 directeur barema B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, door een coördinator barema A vervangen worden.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten.

Art. 6. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend naar rata van 7.184 € per erkend mandaat.

HOOFDSTUK 4. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen.*

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang, gewijzigd bij de besluiten van 8 november 2001, 24 maart 2003, 17 juni 2004 en 25 mei 2007, wordt opgeheven.

De diensten die erkend worden bij de inwerkingtreding van dit besluit op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang, worden van rechtswege erkend op basis van dit besluit met ingang van de inwerkingtreding ervan.

De diensten bedoeld in het tweede lid voldoen aan de bijzondere voorwaarden van dit besluit voor ten laatste 31 december 2019.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 9. De Minister van Preventie, Hulpverlening aan de Jeugd en Jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen,
Sport en Promotie van Brussel

R. MADRANE